

Peut-on parler d'une génération « 20 février » ? Interroger la jeunesse urbaine marocaine : identité politique et participation. ¿Podemos hablar de una generación "20 de febrero"? Preguntando a la juventud urbana marroquí: identidad política y participación.

Olivier Deau

Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces (LADYSS)

Olivier.deau@yahoo.fr

<http://orcid.org/0000000216390897>

David Goeury

UFR de Géographie et Aménagement. Sorbonne Université

David.goeury@gmail.com

<http://orcid.org/0000000189613513>

Recibido 8/4/2019. Revisado y aceptado para publicación 11/6/2019

Para citar este artículo: Olivier DEAU et David GOEURY (2019), "Peut-on parler d'une génération « 20 février » ? Interroger la jeunesse urbaine marocaine: identité politique et participation" en *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, 26, pp. 23-42.

Para acceder a este artículo: <https://doi.org/10.15366/reim2019.26.002>

Résumé

A partir de l'analyse d'une enquête menée dans 5 observatoires marocains (Agadir, Inezgane, Marrakech, Rabat, Tiznit), nous interrogerons l'idée d'une génération 20 février. Derrière la visibilité politique de ces jeunes manifestants, nous analyserons la dynamique d'abstention et de non implication politique des jeunes marocains urbains. Il apparaît que ces jeunes s'identifient à des orientations politiques différentes de celles de leurs aînés attestant d'une sensibilité spécifique à la politique, construite en dehors des structures traditionnelles d'encadrement. Leur socialisation horizontale au sein de cercle d'amis, dans des cadres associatifs, renforcée par l'usage des réseaux sociaux, favoriserait une nouvelle approche des questions politiques au-delà du consensus partisan établi depuis 1997. Les jeunes générations sont sensibles aux contextes locaux et aux discours politiques qui s'y déploient, sans pour autant s'inscrire dans une dynamique électorale.

Mots clés: Maroc/ jeunesse/ ville/ engagement/ vote/ identification politique.

Resumen

A partir de una recopilación de datos empíricos en cinco observatorios urbanos locales (Agadir, Inezgane, Marrakech, Rabat, Tiznit) cuestionamos la idea de una "generación M20F", el nombre marroquí de los levantamientos árabes de 2011. Más allá de las protestas públicas ampliamente cubiertas, centramos nuestra investigación en la dinámica de una retirada de la política, caracterizada por la abstención política de los jóvenes marroquíes urbanos. Los jóvenes marroquíes desarrollan su propia sensibilidad política lejos de los partidos políticos y de los mayores. Los círculos sociales horizontales, las asociaciones y los medios de comunicación social parecen influir en la forma en que conciben la política mucho más que los acuerdos de poder establecidos por los partidos políticos y la monarquía. Los jóvenes marroquíes son receptivos a los discursos políticos en contextos locales sin participar sin embargo de las dinámicas electorales.

Palabras clave: Marruecos/ juventud/ciudadanos/voto/ identificación política/ movimiento social.

Introduction

Le rapport de la société à sa jeunesse est un thème de discours récurrent au Maroc comme dans de nombreux pays (Mauger, 2015). Dans l'univers de l'écrit francophone, en 2009, il a pris la forme de la « lettre à un jeune marocain » pour poser au centre du débat la question de la transmission de « valeurs » dont les auteurs craignent qu'elles ne soient en voie d'extinction. Jeunesse incontrôlable, n'obéissant qu'à des règles qu'elle se fixe, celle de la curva pour les supporters de football. Jeunesse « immorale » de la bande ou du groupe, du tcharmil multipliant les vols, les agressions, les viols voire les lynchages. Jeunesse perdue dans les méandres de l'extrémisme religieux prête à l'attentat suicide. Au Maroc comme ailleurs, la jeunesse est une catégorie associant données statistiques, angoisses médiatiques et injonctions politiques.

En 2011, c'est une nouvelle figure de la jeunesse qui défile et manifeste : revendicatrice et libre de tout encadrement partisan (Desrues, 2012). Les cortèges constitue alors une réalité visible indiscutable (Champagne, 1990), assurant le développement théâtral d'une catégorie de papier, les jeunes, en une classe mobilisée (Bourdieu, 1984). Par ailleurs, la fracture générationnelle est actée au sein des partis politiques au pouvoir comme le PPS socialiste qui refuse de participer au cortège (Desrues, 2012), dont certains ministres qualifient même les jeunes manifestants de « nihilistes », tandis que d'autres partis s'entredéchirent comme le PJD islamiste ou l'USFP socialiste entre les « barons » nationaux hostiles au mouvement et « leurs jeunesse », qui sont en revanche en faveur de la participation aux manifestations (Smaoui et Wazif, 2013).

L'expression « les jeunes du 20 février », expression-valise désignant ad reducto les acteurs des manifestations de rue de ce printemps marocain désamorcé (Bennafla, Seniguer, 2011) porte tous les espoirs d'une révolution sociale en devenir pour les uns, pour d'autres ils incarnent l'impréparation politique et l'irresponsabilité porteuse de déstabilisation car infidèles à une certaine conception de l'identité marocaine, voire promoteurs de logiques transnationales déstabilisatrices. Est-il pour autant possible de parler d'une génération nouvelle (Vairel, 2012; Hivert, 2015) qui aurait participé à une même période du devenir collectif (Mannheim, 1928)? Derrière l'iconographie et les récits médiatiques nourris de prophéties autoréalisatrices (Mauger, 2015), il semble important de s'interroger sur la réalité des jeunes urbains marocains et la constitution effective d'une génération politique spécifique que nous appellerons ici « génération 20 février », faisant de l'événement fondateur un étendard induisant des présupposés de contestation, d'engagement et d'activisme à même de transcender les appartenances politiques préexistantes.

Ce mouvement social s'est nourri de mobilisations régulières à l'échelle nationale, égalité des droits civils des femmes (2003), opposition à la guerre en Irak (2003), forum social (2005), collectif

contre la vie chère (2008), mais aussi de revendications localisées récurrentes dans le Haut-Atlas central, le Rif, les provinces sahariennes et les cités minières, dans lesquelles les jeunes sont invités à fortement s'impliquer. En 2011, le contexte régional, celui du « Printemps arabe », a été favorable à l'éclosion d'un mouvement de portée nationale agrégeant les mécontentements, le « Mouvement du 20 Février » (Hibou, 2011 ; Vairel, 2012).

Par ailleurs, ce « Mouvement du 20 février » s'est développé par la marge (Bennani-Chraïbi et Jeghlally, 2012) dans un contexte de crise de la représentation illustrée par le faible engagement et la faible confiance des citoyens envers les partis politiques et les représentants élus, la faiblesse de la participation électorale (Tozy, 2008), une individualisation des modes de vie et un développement des accès aux réseaux d'information et de communication (Amsidder, Daghami, Toumi, 2012) qui ont abouti à une forme de désintermédiation du politique. Pour autant nous posons la question de savoir quelles jeunesse marocaines se sont reconnues dans ce mouvement et quels sont leurs rapports à l'engagement politique.

La catégorie jeune a été d'autant plus surinvestie par le discours médiatique et politique que ces derniers sont exclus de l'accès à la prise de décision. Dans le contexte marocain ce débat a abouti à présenter cette jeunesse comme uniforme et en mal de représentation, « réduisant ainsi l'espace « pensable » de leur participation politique à la question de l'intégration dans le système politique » (Bono, 2011). A l'inverse réduire la réflexion sur l'insertion politique des « jeunes » aux individus les plus militants pose également la question de la représentativité de ces groupes militants (Baylocq, Granci, 2012).

Nous proposons ici la déconstruction de la catégorie en questionnant des individus jeunes, choisis de la manière la plus aléatoire possible, en tenant compte des conditions de l'enquête, au sein de cinq observatoires urbains afin de replacer les jeunes au sein de l'ensemble des adultes mais aussi d'interroger militants et non militants. Ces observatoires ont été choisis dans différentes villes marocaines et nous avons pu interroger des individus au sujet de leurs valeurs, de leurs engagements, de leurs convictions politiques, de leur rapport au vote. A travers les réponses est apparue la question de l'identification politique ou plutôt de l'autoidentification. Par cette expression nous entendons le processus par lequel l'interviewé va utiliser un terme précis pour se définir sur un spectre politique large et divers, le moins directif possible, avec la possibilité de sélectionner plusieurs choix au sein d'une liste d'adjectifs. L'autoidentification est généralement traitée avec beaucoup de prudence par les chercheurs, notamment dans l'étude de sociétés politiques dans lesquelles les repères idéologiques ou partisans peuvent revêtir des compréhensions des plus diverses (Brubaker, 2001). Nous défendons ici l'hypothèse que cette autoidentification révèle une forme de socialisation politique diffuse non nécessairement encadrée par les structures partisans mais ancrée dans les territoires et des contextes sociaux (Agrikoliansky, 2014). Notre hypothèse est donc que plutôt qu'une interprétation nationale et univoque d'une revendication générationnelle, il est possible d'articuler plus finement une pluralité de contextes locaux et des rapports générationnels au politique.

Il s'agira de questionner la relation entre l'identification communautaire fortement liée à des injonctions partisans locales, l'identification à des valeurs « nationales » promues par le dispositif étatique et l'identification politique à des problématiques transnationales, par cette dernière nous entendons l'identification à des valeurs ou identités politiques dépassant le cadre national comme le libéralisme (défense de la liberté individuelle), modernisme (désir de changement), le socialisme (lutte contre les inégalités sociales) ou l'écologie politiques (prise en compte de l'environnement) (Brubaker 2001). Dans un contexte de transformation rapide et d'ouverture forte aux dynamiques

transnationales, ce qui caractériserait la jeunesse urbaine serait sa volonté d'adhérer à des principes transnationaux tout en remettant en question les injonctions communautaires (Sikkink, Keck, 1998). En mobilisant une logique d'observatoires, nous interrogerons également les effets de lieux afin de différencier les dynamiques politiques dans les villes marocaines.

Pour cela, nous reviendrons tout d'abord sur les enjeux méthodologiques et pratiques des enquêtes menées sur la jeunesse. Ensuite nous questionnerons le rapport générationnel au politique en comparant, les horizons d'attente, les pratiques politiques ainsi que les opinions exprimées par ces jeunes avec celles de leurs aînés. Puis nous interrogerons les limites des discours uniformisant sur la jeunesse en mettant en évidence des spécificités territoriales productrices d'identités politiques localisées. Au-delà des faibles perspectives d'emploi qualifié offertes par l'économie, ces jeunes de quartiers et de villes différentes s'inscrivent dans des dynamiques distinctes voire individualisées qui reflètent également les fortes inégalités interurbaines et intraurbaines au Maroc.

Enquêter et identifier la jeunesse marocaine : un enjeu épistémologique et politique

Cet article s'appuie sur une enquête quantitative localisée dans le cadre du programme de recherche Procelec dirigé par Alia Gana et Gilles Van Hamme, dont l'un des objectifs a été de développer un questionnaire commun en Tunisie, en Égypte et au Maroc sur les opinions et sur les comportements électoraux des adultes après 2011. Au Maroc cette enquête a été conduite entre la fin 2013 et les premiers mois de 2014.

Plusieurs grandes enquêtes quantitatives internationales comme l'Afrobaromètre (2013, 2015) nationale (Enquête « jeunes » du HCP, 2012) ont interrogé la confiance des individus dans les institutions et leur participation aux processus politiques et ont conclu sur la très faible implication et le fort désintérêt des jeunes marocains pour les élections. Parallèlement, des enquêtes qualitatives ou ethnographiques menées sur des échantillons restreints dans le cadre d'entretiens semidirectifs ou d'observation participante se sont intéressées plus particulièrement aux réseaux militants, notamment ceux du Mouvement 20 février ou d'autres réseaux associatifs afin de comprendre les registres d'action et les motivations de l'engagement militant (Baylocq, Granci 2012 ; Vairel 2012 ; Bennani-Chraïbi, Jekhally, 2012). Ces deux types d'enquêtes ont amené à de nombreuses publications dès 2011 sans tenter de restituer les parcours des « désengagés » dans le premier cas ou sans élucider la représentativité ou le poids des groupes de militants au sein des tissus urbains.

Le projet Procelec a souhaité opérer un protocole intermédiaire en croisant l'outil du questionnaire quantitatif avec les logiques localisées selon le principe de l'observatoire. Cette modalité constitue une tentative de questionner l'influence des différents cercles de socialisation politique en interrogeant un panel de citoyens. Ainsi, au sein d'un ou plusieurs quartiers urbains formant une entité spécifique, ont été menées une centaine d'enquêtes stratifiées par sexe et par âge .

Ici, nous présenterons cinq observatoires dans cinq villes différentes (Rabat, Inezgane, Agadir, Marrakech, Tiznit). La sélection a été opérée selon les contingences et la disponibilité des enquêteurs. Nous ne souhaitons pas construire une base de données quantitatives généralisables mais davantage interroger la diversité des profils au sein du corps électoral marocain tout en pouvant le mettre en perspective avec le contexte local. Par conséquent, dans les grandes agglomérations, l'étude s'est concentrée sur des quartiers spécifiques : l'arrondissement d'Agdal-Hay Riad à Rabat, quartier le plus favorisé du Maroc ; le quartier Mhamid à Marrakech et les cités El Haouda et Essalam à Agadir, nouveaux quartiers urbains périphériques. En revanche, les villes de Tiznit et d'Inezgane, deux chefs-lieux de province, de 75 000 et de 130 000 habitants en 2014, n'ont pas été subdivisées en quartiers. Ainsi, au sein des observatoires nous disposons d'exemples

de quartiers urbains historiques et de quartiers fruit de nouveaux aménagements depuis moins de deux décennies, mais aussi de beaux quartiers, de quartiers de classe moyenne et de quartiers populaires.

Les critères d'exclusion étaient : avoir plus de 18 ans en 2011, afin que les enquêtés aient pu juridiquement être en capacité de s'exprimer lors des deux consultations électorales (référendum et élections législatives de 2011) ce qui signifie qu'ils avaient au moins 21 ans en 2014 ; et résider dans la ville étudiée. Les enquêtes ont été menées dans la langue de prédilection des interlocuteurs (arabe dialectal, tachelhit, français). Elles se sont déroulées au domicile des enquêtés ou dans tout autre lieu de leur choix et conduites par des enquêteurs formés et disposant d'une expérience préalable dans ce type d'exercice pour les villes d'Agadir, Inezgane, Marrakech et Tiznit, ou des étudiants en sciences sociales à Rabat. Le protocole impliquait le consentement éclairé des enquêtés, la protection de leur identité et leur possibilité de mettre un terme à tout moment à l'enquête. Vue la longueur de l'enquête, entre 30 et 90 minutes par personne, un dédommagement était proposé en fin d'enquête sous la forme de recharge de téléphone. Les enquêtes révèlent aussi un biais enquêteur du fait de l'absence de tirage aléatoire qui a favorisé des logiques de sélection notamment par la prédilection d'entretien avec des diplômés plus à même de répondre, et plus proches sociologiquement des enquêteurs. Ainsi, les 21-24 ans ont un taux de poursuite d'étude jusqu'au supérieur massif de 78% dans les cinq observatoires, qui est très supérieur à la moyenne nationale. Dans les quartiers enquêtés, l'absence d'études supérieures et la rupture scolaire est exceptionnelle du fait de la proximité des structures universitaires. Ce nombre de diplômés du supérieur est toujours très élevé pour les 25-29 ans mais plus faible du fait de la présence de jeunes issus du monde rural qui viennent s'installer en ville pour trouver des opportunités de travail surtout à Agadir, Marrakech, Inezgane. Ce taux décroît pour atteindre un plateau à 20% tiré par l'observatoire d'Agdal-Hay Riyad à Rabat, arrondissement qui a le taux de diplômés du supérieur le plus élevé du Maroc (42,8%) selon le RGPH 2014. Pour pallier à ce biais, il a été décidé d'obtenir un échantillon représentatif de la population selon les grandes caractéristiques démographiques de la zone. Ainsi, il ne s'agit pas d'une enquête jeune mais bien d'une enquête sur l'électorat au sein duquel nous allons interroger plus particulièrement les profils jeunes.

Pourcentage des enquêtés ayant poursuivi des études dans le supérieur par observatoire et par âge

Observatoire		Agadir	Inezgane	Marrakech	Rabat	Tiznit
Âge	N	99	100	100	113	102
45 et plus	185	13%	9%	0%	54%	10%
40-44	29	0%	33%	0%	67%	0%
35-39	71	6%	33%	18%	56%	25%
30-34	66	19%	50%	27%	83%	8%
25-29	103	20%	59%	41%	91%	44%
21-24	55	62%	88%	86%	92%	73%

Pour l'analyse déployée ici, nous devons donc proposer une catégorisation statistique des «jeunes», afin d'extraire les profils de notre base ce qui suppose de réduire le statut de « jeune » à une limite d'âge (Mauger, 2015). Or cette réduction de la jeunesse à un âge biologique pose question, notamment lorsqu'elle est définie historiquement au Maroc comme un statut social de célibataire (Bono, 2011). En effet, pour les hommes, le jeune est celui qui est non marié, la

masculinité adulte « roujoula » étant atteinte par le mariage. Du point de vue de la participation politique, la corrélation entre l'action de voter et le mariage est très forte. A bien des égards, la pratique du vote comme modalité de participation politique est une pratique plus fréquente chez les individus ayant acquis un statut d'adulte voire d'aîné sans que l'on puisse déterminer si cette modalité est en perte de signification parmi les générations les plus jeunes ou si au contraire ceux-ci s'inscriront peu à peu dans une « carrière de votant » au fur et à mesure de leur parcours social.

Ainsi, à partir de février 2011, le débat sur la « place de la jeunesse » ou « l'inclusion de la jeunesse » a suscité de nombreuses réflexions et propositions publiquement débattues. La Constitution votée le 1er juillet 2011 a consacré la création, non suivie d'effet à ce jour, d'un « Conseil de la jeunesse et de la Action Associative » tandis que la loi électorale, établie en préparation des législatives du 25 novembre 2011, créa une liste jeune nationale des jeunes et des femmes dont les représentants, âgés de moins de 40 ans, seront élus au scrutin proportionnel national. Cette volonté politique amena à un glissement de la catégorie. Ainsi, dans le cadre de ces enquêtes socioéconomiques, le HCP retient habituellement la catégorie des 15 à 24 ans comme jeunes, notamment pour identifier les NEETs (Neither in Employment nor in Education or Training), mais en 2011, il réalise une enquête « jeunes » en choisissant d'interroger les 18 à 44 ans, choix très surprenant sachant que la plupart des enquêtes internationales retiennent à la même période les 15 à 29 ans. Cependant, cette limite est justifiée par le HCP comme une adaptation aux transformations démographiques du Maroc et s'inscrit aussi dans le contexte singulier du Mouvement du 20 février 2011 : l'enquête étant développée du 21 mars au 5 avril 2011. Le recul de l'âge moyen au mariage des hommes à 31,4 ans est à même d'expliquer un recul de l'âge biologique permettant de définir la catégorie de jeunes. Cet enjeu de définition de l'adulte comme conformité à des attentes sociales est par ailleurs au cœur des revendications générationnelles masculines. Ainsi, lors d'observation de terrain dans les cortèges de 2011, certains jeunes hommes exprimaient leur impossibilité d'accéder à un statut d'adulte du fait de leur condition économique précaire. Ils revendiquaient un droit à un salaire afin de pouvoir accéder de façon autonome à un logement et disposer du niveau de vie suffisant pour pouvoir se marier. Cependant, ces revendications s'inscrivent dans une logique de domination masculine. Les femmes ne sont pas considérées comme une question politique importante, du fait de leur faible mobilisation. En effet, exception faite des indicateurs de scolarisation, ces dernières connaissent une régression de leur émancipation depuis 2004 se traduisant par un recul de leur taux d'activité pourtant déjà très faible de 17,6% à 14,7%, une augmentation de leur taux de chômage de 25 à 28,3% et une avancée de l'âge au mariage de 26,3 à 25,8 ans. Malgré une liste des femmes aux élections législatives, une seule femme sera nommée membre du gouvernement en 2012.

Au sein de notre échantillon les différences sont très importantes : les 21 à 44 ans représentent 325 personnes dont 198 sont célibataires auxquelles s'ajoutent 3 personnes vivant en concubinage, 20 personnes divorcées. Si on limite aux 21 à 34 ans, le nombre d'enquêtés tombe à 225 dont 175 célibataires et 2 concubinages et 9 divorcés. Les 21 à 29 ans sont 159 dont 139 célibataires. Enfin, les moins de 24 ans ne sont que 55 dont 51 célibataires. Par conséquent, il s'agit de choisir au sein de ces catégories, celle qui sera interrogée en priorité. Or, ici nous ne souhaitons pas avoir une définition restrictive mais davantage interroger les lignes de force des différents profils. La question du mariage doit être croisée avec celle de l'autonomie. Ainsi, le taux d'activité des jeunes est faible pour les moins de 24 ans, du fait d'une poursuite de plus en plus fréquente des études supérieures. Leur entrée sur le marché de l'emploi est difficile pour les 25 à 29 ans, au sein de notre échantillon, 52% sont autonomes financièrement et cela malgré des enquêtes menées dans des villes très actives disposant de nombreux emplois et de taux d'activité élevé, exception faite de Tiznit. Seuls les 30-34 ans connaissent un taux d'autonomie fort mais avant tout masculin, exception faite du quartier Agdal-Hay Riyad où le salariat féminin est très élevé, car cet arrondissement connaît un des taux d'activité féminin parmi les plus élevés du Maroc

(42%) et surtout un taux de salarisation record (86,3%) selon le Recensement général de la population et de l'habitat de 2014. A partir de 35 ans, on observe un déclin de l'autonomie avant tout féminine, une part croissante des femmes déclare une dépendance financière visàvis de leur conjoint. A partir de 45 ans, très peu de femmes se déclarent indépendantes, tandis que des hommes deviennent dépendants de leurs enfants ou de pensions de retraites.

L'intérêt de disposer d'une catégorie « jeunes » en soi sans avoir la possibilité de la mettre en perspective avec le reste du corps social apparaît limité. En effet, enquêter seulement les jeunes favorise un processus de construction de la singularité de la catégorie sans pouvoir la mettre en perspective avec les générations plus âgées (Mauger, 2015). Par conséquent, il nous a semblé indispensable de disposer d'un groupe référent d'individus plus âgés pour comprendre les divergences au cours de la vie. Dès lors, nous avons choisi de présenter nos données par catégories d'âge avec toutes les limites que cela suppose, ainsi les plus jeunes ont entre 21 et 24 ans, puis nous avons des catégories par tranche de 5 ans jusqu'aux plus de 45 ans, catégorie des « non jeunes » selon le HCP en 2011.

Nombre d'enquêtés par observatoire, par genre et par âge

Observatoire	Agadir			Inezgane			Marrakech			Rabat			Tiznit			
Âge	N	F	M	Total	F	M	Total	F	M	Total	F	M	Total	F	M	Total
45 et plus	185	3	5	8	23	20	43	22	21	43	25	27	52	16	23	39
40-44	29	4	2	6	2	4	6	2	3	5	2	4	6	4	2	6
35-39	71	8	10	18	8	7	15	10	7	17	5	4	9	7	5	12
30-34	66	6	15	21	3	7	10	5	6	11	8	4	12	6	6	12
25-29	103	8	22	30	8	9	17	9	8	17	11	10	21	6	12	18
21-24	55	9	4	13	5	3	8	3	4	7	6	6	12	8	7	15
Total général	510	41	58	99	50	50	100	51	49	100	57	55	113	47	55	102

Des facteurs d'unité d'une jeunesse marocaine : des comportements générationnels ?

Le Mouvement du 20 février a été présenté comme celui d'une génération. Ici, nous souhaitons questionner cette hypothèse. Pour cela nous allons d'abord présenter le constat établi par les citoyens, les modalités d'engagements de ces derniers, les pratiques de vote, puis leur identification politique afin de caractériser ce qui est spécifique des plus jeunes et donc l'existence ou non d'une dynamique générationnelle

Un diagnostic partagé des difficultés du Maroc

Le Mouvement du 20 février de par ses slogans a été présenté comme le produit d'une insatisfaction généralisée des jeunes marocains. Or, en posant la question ouverte « quels sont les principaux problèmes selon vous au Maroc ? », il apparaît un diagnostic partagé sur les difficultés du pays avec un très fort consensus intergénérationnel sur les trois principaux maux que sont le chômage, la santé et l'éducation, cités loin devant la corruption, la pauvreté ou la vie chère.

Mots cités en réponse à la question ouverte «Quels sont les principaux problèmes selon vous au Maroc?»

Âge	N	Chômage		Santé		Éducation		Corruption		Pauvreté		Infrastructures		Vie chère, prix	
		F	M	Total	% oui	F	M	Total	% oui	F	M	Total	% oui	F	M
45 et plus	142	66	46%	69	49%	46	32%	23	16%	24	17%	15	11%	17	12%
40-44	21	12	57%	12	57%	8	38%	2	10%	1	5%	6	29%	1	5%
35-39	52	26	50%	20	38%	16	31%	11	21%	5	10%	4	8%	5	10%
30-34	57	27	47%	23	40%	16	28%	10	18%	5	9%	5	9%	2	4%
25-29	84	43	51%	34	40%	37	44%	10	12%	10	12%	8	10%	5	6%
21-24	49	29	59%	20	41%	23	47%	4	8%	8	16%	6	12%	5	10%
Total	405	203	50%	178	44%	146	36%	60	15%	53	13%	44	11%	35	9%

Les jeunes de moins de 25 ans font du chômage le premier problème (59%), tandis que pour les plus de 45 ans le deuxième problème le plus important juste derrière la santé avec 46% des réponses. Cependant, vu la taille de l'échantillon ces différences ne peuvent pas être considérées comme très significatives. Le protocole de la question ouverte amenant les individus à s'exprimer librement nous permet de considérer qu'il y a un même horizon d'attentes des citoyens urbains marocains quelle que soit la ville, quel que soit l'âge ou le genre. Les préférences générationnelles sont en fait faibles comparées aux convergences car si les moins de 30 ans placent l'éducation avant la santé à la différence des plus de 30 ans, qui ont achevé leurs études, il n'apparaît pas d'autres thématiques à même de concurrencer les trois premières.

Des modalités d'engagement politique différentes selon les générations

Plusieurs questions ont interrogé la participation au « Mouvement 20 Février » à travers une ou plusieurs manifestations ou un commentaire favorable sur les réseaux sociaux. A noter que lors de l'enquête, fin 2013 début 2014, le débat public, auparavant très vif, sur la légitimité du mouvement et de ses intentions avait décliné. Le fait d'y avoir contribué pouvait être brandi comme la valorisation d'un comportement militant. Cette participation revendiquée semble toutefois limitée à une minorité. Les moins de 30 ans représentent 54% des individus ayant pris part au 20 février au sein de notre échantillon, mais seulement 9% des enquêtés de moins de 30 ans déclarent avoir participé au mouvement. Par ailleurs, le mouvement n'est pas exclusivement jeune et a mobilisé aussi des individus de plus de 45 ans.

Participation au 20 février 2011 au sein de l'échantillon enquêté

Âge	N	A participé au 20 février				A manifesté				A écrit sur Internet			
		F	M	Total	% oui	F	M	Total	% oui	F	M	Total	% oui
45 et plus	185		5	5	3%		5	5	3%		5	5	3%
40-44	29		2	2	7%		2	2	7%		2	2	7%
35-39	71		2	2	3%		2	2	3%		2	2	3%
30-34	66		3	3	5%		3	3	5%		3	3	5%
25-29	104	3	7	10	10%	3	7	10	10%	3	7	10	10%
21-24	55	1	3	4	7%	1	3	4	7%	1	3	4	7%
Total	510	4	22	26	5%	4	22	26	5%	4	22	26	5%

De même, le rôle des réseaux sociaux est à nuancer fortement car si effectivement, il a assuré une forte visibilité au mouvement, il n'existe pas de profil de cybermilitant exclusif. Ce sont les mêmes individus qui manifestent et qui contribuent sur les réseaux sociaux. Les plus engagés mobilisent

tous les registres d'action possibles (Theviot, 2013). Cependant, l'usage politique et militant des réseaux sociaux et tout particulièrement de Facebook reste très limité. De plus, 46% des moins de 25 ans et 59% des moins de 30 ans déclarent ne jamais utiliser les réseaux sociaux pour s'informer à propos de la politique. Seuls 22% des moins de 30 ans les consultent quotidiennement. Les jeunes qui les utilisent pour « donner leur avis » ou « écrire ce qu'il pense » restent très minoritaires et sont en proportion aussi peu nombreux que leurs aînés. L'usage le plus fréquent reste la consommation d'informations notamment via la presse en ligne comme Hespres, plateforme arabophone lancée en 2007 qui est devenu le site d'information le plus consulté au Maroc (Amsidder, Daghami, Toumi, 2012).

Participation à des organisations collectives et engagement partisan

Âge	N	Est membre d'une association sportive ou culturelle		Est ou a été membre d'un syndicat étudiant		Est membre d'un syndicat de travailleurs		Est membre d'un parti politique		Se sent proche d'un parti politique		Se sent proche d'un homme politique	
		Total	%	Total	%	Total	%	Total	%	Total	%	Total	%
45 et plus	185	36	19%	10	5%	19	10%	8	4%	25	14%	27	15%
40-44	29	7	24%	2	7%	3	10%	1	3%	1	3%	3	10%
35-39	71	15	21%	1	1%	5	7%	1	1%	8	11%	7	10%
30-34	66	15	23%	6	9%	3	5%	1	2%	9	14%	6	9%
25-29	104	21	20%	10	10%	1	1%	1	1%	5	5%	12	12%
21-24	55	19	35%	6	11%		0%	3	5%	6	11%	6	11%
Total	510	113	22%	35	7%	31	6%	15	3%	54	11%	61	12%

Ces profils militants extrêmement minoritaires se retrouvent dans le faible engagement des jeunes urbains dans des organisations partisans. De même, le taux de participation des jeunes dans les syndicats étudiants est comparable à celui des plus âgés dans les syndicats de travailleurs. Ce taux doit cependant être considéré comme particulièrement faible, car si une minorité des plus de 45 ans ont eu accès à des emplois réglementaires, ce sont 78% des jeunes enquêtés de moins de 25 ans qui ont poursuivi des études supérieures et pourraient à ce titre participer et s'inscrire au sein d'un syndicat étudiant. En revanche, les jeunes s'engagent davantage dans les associations culturelles ou sportives, ce qui atteste d'une volonté de participer d'organisations collectives thématiques. Cet engagement associatif s'étirole avec l'âge mais reste important notamment parmi les enquêtés les plus diplômés. Il s'oriente alors en partie vers des associations caritatives pour les plus âgés.

Un comportement électoral divergent des jeunes : une abstention massive

La différence générationnelle est beaucoup plus marquante dans le comportement électoral. En effet, il apparaît très clairement une très faible mobilisation des plus jeunes à la différence de leurs aînés. Le contexte exceptionnel de 2011 et notamment l'organisation du référendum ont amené à une fraction non négligeable d'individus à procéder à leur inscription sur les listes électorales. Cependant, seuls 16% des moins de 25 ans se sont inscrits alors que près de 24% des plus de 45 ans, ont effectué une démarche d'inscription, soit 60% des votants de plus de 45 ans au référendum.

En effet, de nombreux électeurs marocains urbains sont mal inscrits ou pas inscrits. Ainsi, les six votants au référendum de 40 à 44 ans se sont inscrits en 2011. Pour ceux entre 25 et 40 ans, seuls neuf enquêtés étaient déjà inscrits sur les listes électorales avant 2011. Il existe dans certains quartiers des politiques volontaristes d'inscription, comme à Tiznit où sept personnes ont déclaré avoir été inscrites par la municipalité dans le cadre de la politique de participation citoyenne. Par ailleurs, à Marrakech, deux personnes signalent avoir été inscrites par le moqadem . A contrario, un seul enquêté a déclaré avoir rencontré un problème administratif d'inscription sur les listes électorales. Ceux qui n'ont pas effectué la démarche expliquent leur non volonté d'inscription par le manque d'intérêt pour les élections.

Participation aux élections en 2011

Âge	Total général	Démarche d'inscription sur les listes électorales en 2011				Participation au référendum				Participation aux législatives			
		F	M		Taux	F	M	Total	taux	F	M	Total	Taux
45 et plus	185	19	25	44	24%	36	38	74	40%	32	32	64	35%
40-44	29	1	5	6	21%	1	5	6	21%	1	3	4	14%
35-39	71	7	4	11	15%	11	7	18	25%	5	6	11	15%
30-34	66	5	9	14	21%	5	8	13	20%	4	5	9	14%
25-29	104	6	9	15	14%	8	7	15	14%	3	5	8	8%
21-24	55	5	4	9	16%	5	4	9	16%	2	3	5	9%

Choix exprimé lors des élections en 2011

Âge	Vote au référendum				Vote aux élections législatives								
	Oui	non	blanc	Total	PJD	ISTIQLAL	RNI	PAM	USFP	PPS	autre	blanc	Total
45 et plus	63	2	3	68	35	6	5	6	4	1	1	4	62
40-44	6			6	1	2			1				4
35-39	18			18	4	2	3			1			10
30-34	13			13	3	2	1	1	2			1	10
25-29	10	1	1	12	5		1			1		1	8
21-24	9	1	1	11	2			2		3			7
Total	119	4	5	128	50	12	10	9	7	6	1	6	101

Lors du referendum, les plus âgés ont participé deux fois plus que les plus jeunes de moins de 35 ans et les facteurs de mobilisation exprimés sont différents entre ces deux groupes. Les plus jeunes insistent sur le principe de devoir national mais aussi du fait de la constitutionnalisation de la langue amazighe pour trois d'entre eux. En revanche, les plus de 45 ans s'inscrivent davantage dans une logique de soutien à l'appel du roi, cité à quinze reprises comme justification première, mais aussi de vote collectif. Le vote se fait en famille sous l'autorité de l'époux ou du fils. Les

votants agissent par conformité, déclarant faire comme le reste du quartier, voire comme « tout le monde ». Le « oui » est écrasant, dans un contexte où des organisations partisanes ou associatives opposées au référendum avaient appelé au boycott. Ainsi, ceux qui se sont inscrits ont massivement voté oui, exception faite de quelques primovotants. Parmi ceux qui ont voté non ou blanc, il est intéressant de souligner que ne se trouve que des moins de 30 ans et des plus de 45 ans. Ils considèrent que le vote est important et refusent la stratégie de l'abstention prônée par les organisations politiques opposées au référendum.

Aux élections législatives, la participation recule de 5 à 7 points pour toutes les tranches d'âge par rapport au référendum constitutionnel. Au final, le PJD apparaît comme le seul parti à mobiliser un électorat urbain dans un contexte d'abstention généralisée et tout particulièrement à Inezgane qui constitue un de ses fiefs (Goeury, 2014). Les partis de la « Koutla » et les partis administratifs mobilisent très peu d'électeurs alors qu'ils dirigeaient au moment de l'enquête les communes des enquêtés comme l'Istiqlal à Inezgane, l'USFP à Agadir et Rabat, le PPS à Tiznit, le PAM à Marrakech. En revanche le vote blanc et le vote nul apparaissent sousreprésentés par rapport à l'ampleur des votes non valides en 2011. Au final, le PJD apparaît comme le parti disposant des relais les plus importants chez les plus de 45 ans, il mobilise 19% des plus de 45 ans (35 sur 185) et à peine 5% des moins de 45 ans (15 sur 315). L'électorat de plus de 45 ans lui assure 57% de ses suffrages alors que les autres partis voient leur électorat s'effondrer annonçant leurs défaites aux élections locales de 2015 ; toutes les communes enquêtées étant désormais dirigées par le PJD (Desrues, 2016).

Intérêt pour la politique et sociabilités horizontales

Cette différence générationnelle vis-à-vis du vote se prolonge dans les questions portant sur l'intérêt déclaré pour la « politique ». En effet, les jeunes enquêtés à ne « pas du tout » s'intéresser à la politique sont minoritaires (33%) alors que cette position est majoritaire pour les 35 à 45 ans. En revanche parmi les plus de 45 ans l'intérêt déclaré pour la politique est de nouveau majoritaire jusqu'à atteindre des niveaux de déclaration aussi élevé que ceux des 21-30 ans, malgré la forte proportion de femmes peu éduquées dans le panel. Il apparaît donc une situation singulière qui doit être questionnée : peut-on parler de générations engagées en politique (les moins de 30 ans et les plus de 45 ans) et de génération désengagée (les 30 à 45 ans) ? Les deux tranches d'âge, moins de 30 ans et plus de 45 ans semblent parfois se correspondre dans cette attitude vis-à-vis du politique peut-être à cause d'un parcours pendant lequel la politique a pris une signification plus forte. Ainsi, les plus de 45 ans constituent la génération qui a traversé une période politique marquante au Maroc, notamment la libéralisation relative du régime au tournant des années 1990 avec en point d'orgue le gouvernement dit d'alternance (1997-2002). Les deux générations sont par ailleurs séparées par une période équivalente à trente années, permettant également de poser l'hypothèse de la transmission familiale des valeurs et pratiques politiques ou de l'engagement militant. Des travaux récents sur la sociologie des mobilisations particulièrement sur des « jeunes du 20 février » posent ainsi la question de la transmission de l'engagement militant intergénérationnel (Hivert, 2015). Cependant, il ne faut pas écarter aussi les effets de l'âge. La jeunesse correspondrait à une période d'engagement dans la politique puis l'entrée dans la vie active, l'établissement d'un foyer amènerait à un désengagement du fait des nombreuses contraintes du quotidien (travail, enfants en bas âge) avant que l'individu connaisse un réengagement plus tardif.

Par ailleurs, ce qui caractérise les 21-24 ans est la façon ou les lieux et les personnes avec lesquelles les jeunes discutent de politique. Ils sont les plus nombreux à parler de politique avec leurs amis (75%) et avec leur famille (71%) contre moins de 40% pour les autres catégories. Or, au sein de leur famille, ils déclarent avant tout parler avec leur père puis leur frère ou sœur. Les réseaux de sociabilités « horizontaux » sont donc dominants. Les moins de 30 ans se déclarent par ailleurs plus influencés par des amis voire des militants, souvent dans leur réseau de proches, que des membres de leur famille, à la différence des plus de 45 ans qui déclarent être davantage influencé par leur famille. Ces réseaux d'influence restent cependant très faibles dans les déclaratifs car concernant moins de 25% des individus. Le modèle du vote dans l'urbain semble ici totalement inverse des transactions électorales collectives observées par les sociologues dans les villes moyennes à la fin des années 1990 (Iraki, 2003) ou dans les zones rurales plus récemment (Tamim, Tozy, 2010). Ce modèle de vote urbain particulièrement exacerbé parmi les plus jeunes correspondrait à un vote par identification, soit une demande sociale d'adéquation entre son identité sociale et son vote.

L'étude stratifiée permet bien de situer des différences de déclarations entre les jeunes de 2011 et leurs aînés et confirme un paradoxe observable dans le long terme dans l'histoire du vote au Maroc et dans la plupart des pays disposant d'études stratifiées sur le vote des jeunes : malgré un intérêt déclaré plus important que leurs aînés, les jeunes sont en proportion les moins nombreux à voter (14% pour la constitution de 2011, 8% lors des législatives dans notre enquête contre respectivement 40% et 35% des plus de 45 ans). Les raisons avancées par les politologues ou observateurs marocains portent souvent sur la question de l'offre politique. Dans notre étude, la plupart des nonvotants déclarent en effet « ne pas se reconnaître dans les candidats » ou « ne pas se reconnaître dans leurs idées ». Parmi ceux qui ne votent pas et ne déclarent pas non plus un intérêt pour la politique, les réponses prennent la forme d'une condamnation des représentants élus qui n'agiraient que « pour leur propre intérêt ». Parmi les enquêtés aucun n'a relevé la création de la liste nationale des jeunes comme un élément l'ayant incité à participer au scrutin législatif.

Des identifications politiques divergentes : allégeances communautaires contre attentes politiques transnationales

La faible mobilisation des jeunes s'expliquerait donc par une offre politique en décalage avec les attentes de ces derniers. Pour mieux comprendre cela, il nous est paru intéressant d'interroger les orientations politiques déclarées par les enquêtés. La question de l'orientation est particulièrement complexe car elle nécessite de maîtriser un degré d'abstraction élevé voire une culture politique. S'identifier ou se réclamer d'une idée ou d'un label politique témoigne que l'individu a été sensibilisé à une terminologie politique à travers des médiateurs partisans diffusant des messages articulant des concepts sophistiqués. A la question ouverte « par quelle orientation politique vous définiriezvous ? », le taux de réponse a été assez faible avec seulement 95 réponses. En revanche 359 ont accepté de répondre à une question à choix multiples, soit 70% des enquêtés.

Orientation(s) politique(s) déclaré(es) à la question ouverte « par quelle orientation politique vous définiriez-vous ? »

	N	Repondants	Monarchiste	Nationaliste	Islamiste	Socialiste	Libéral	Démocrate	Moderniste	Centriste	Amazigh	l'homme	PJD	USFP	20février
45 et plus	185	36	11	10	6	8	5	4	1	1					1
40-44	29	4			1				1				1	1	
35-39	71	7		2		2	1			1	1		1		
30-34	66	15	2		2	6	2	2	1	2					
25-29	104	20	1	2	2	2	5	5	3		2	1	1		
18-24	55	13		1	1	5	2	2	1			2		1	

Orientation(s) politique(s) choisie(s) parmi une liste complète : les 3 références institutionnelles choisies en priorité

Âge	N	Nationaliste		Islamiste		Monarchiste		Trois ensembles	
45 et plus	129	83	64%	88	68%	83	64%	49	38%
40-44	21	12	57%	12	57%	12	57%	7	33%
35-39	45	35	78%	32	71%	25	56%	17	38%
30-34	50	31	62%	28	56%	25	50%	15	30%
25-29	72	45	63%	36	50%	26	36%	14	19%
21-24	42	24	57%	25	60%	12	29%	6	14%
Total	359	230	64%	221	62%	183	51%	108	30%

Invités à se positionner parmi une liste de mots, les principales orientations politiques choisies par les enquêtés ont été « nationaliste », « islamiste » et « monarchiste », ce qui correspond assez exactement à la devise nationale marocaine (Allah, al Watan, al Malik). Ainsi, un tiers des enquêtés cite les trois en même temps avant d'y adjoindre parfois d'autres orientations. Ce choix s'inscrit dans une logique de conformité aux grands principes du royaume du Maroc qui peut être accentuée par une défiance vis-à-vis de l'enquêteur, toujours suspect d'être sous une forme ou sous une autre un agent d'autorité. Or ce registre de conformité est avant tout mobilisé par les plus de 30 ans. En effet, les plus jeunes mobilisent rarement les trois termes en même temps.

Nationaliste et islamiste ne sont pas des orientations spécifiques à une génération d'autant plus qu'ils peuvent renvoyer à des partis politiques comme le Mouvement national (Istiqlal, USFP, PPS)

ou comme le PJD. En revanche l'orientation monarchiste est corrélée à l'âge. Les plus de 45 ans la revendiquent à 64% contre seulement 29% pour les moins de 25 ans. Il apparaît donc un attachement progressif caractéristique de l'attachement aux régimes monarchiques. Pour les plus de 45 ans qui se proclament spontanément monarchistes, c'est un moyen d'affirmer l'importance du roi et de décrier les partis.

Orientations politiques choisies parmi une liste complète: les autres orientations

Âge	N	Démocrate		Socialiste		Moderniste		Amazighe		Écologiste		Libéral		Régionaliste		Destourien	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
45 et plus	129	43	33%	29	22%	17	13%	25	19%	9	7%	15	12%	8	6%	2	2%
40-44	21	2	10%	8	38%	4	19%	5	24%	3	14%	1	5%	2	10%	0	0%
35-39	45	22	49%	19	42%	20	44%	10	22%	7	16%	3	7%	6	13%	3	7%
30-34	50	25	50%	22	44%	16	32%	14	28%	4	8%	5	10%	3	6%	8	16%
25-29	72	30	42%	25	35%	24	33%	22	31%	14	19%	16	22%	10	14%	2	3%
21-24	42	20	48%	20	48%	22	52%	14	33%	12	29%	7	17%	4	10%	2	5%
Total	359	142	40%	123	34%	103	29%	90	25%	49	14%	47	13%	33	9%	17	5%

Parallèlement, d'autres orientations sont revendiquées par les enquêtés. Ces dernières apparaissent moins fréquentes que les trois premières et surtout révèlent un réel basculement générationnel. Ainsi, le vocable « démocrate » est avant tout sélectionné par les moins de 40 ans tout comme le vocable « moderniste ». Ils apparaissent comme des orientations générationnelles. Ensuite, vient celui de « socialiste » qui reste un référent important malgré la faiblesse des partis politiques qui se définissent ainsi. C'est la première orientation spontanément revendiquée attestant d'une minorité militante très active qui se qualifie comme étant aussi de gauche. Cependant, il apparaît une disjonction traduisant entre le vocable et les partis ; seuls 3 individus se revendiquent de l'USFP (Union socialiste des forces populaires) ou du PPS (Parti du progrès et du socialisme) qui n'incarnent plus cette orientation politique auprès des citoyens urbains. Le terme « écologiste » est cité, souvent par les plus jeunes, les moins de 30 ans attestant de l'émergence de nouvelles valeurs, tout comme le terme de « libéral » dans une moindre mesure. Cependant, le terme écologiste n'est jamais mobilisé spontanément à la différence de celui de libéral. Il apparaît clairement une faiblesse de l'écologie politique qui reste très marginale au Maroc, alors que le débat sur la liberté est central et mobilise un noyau de militants. Il faut souligner que le vocable d'amazighe est aussi mobilisé par 25% des enquêtés et tout particulièrement les plus jeunes même si ce dernier à une géographie très singulière se concentrant dans les observatoires de la région de Souss Massa (Agadir, Inezgane, Tiznit). Par ailleurs, pour 3 enquêtés, il est considéré comme une identité politique totale. Enfin, le terme de « destourien » apparaît dans un contexte de mise en valeur du rôle de la nouvelle constitution . En revanche, les termes de « communiste » (10 occurrences) et « d'anarchiste » (4 occurrences) sont très marginaux. Apparaît aussi le terme de « centriste » (19) qui semble correspondre à une transposition de représentations politiques françaises.

L'autoidentification politique révèle alors une différence générationnelle élevée. Les jeunes se définissent autour de valeurs alternatives à celles de leurs aînés en privilégiant les qualificatifs renvoyant à des projets politiques, des choix de sociétés et non des injonctions communautaires nationales (Brubaker, 2001). La démultiplication des identifications apparaît alors comme un horizon d'attente de démocratie idéale (Lebreuilly, 2014). Ces revendications participent alors d'un double phénomène la construction du jeune comme un sujet politique (Vitiello, 2011) et

l'exigence de la reconnaissance d'attentes spécifiques de la nouvelle génération différente de ces aînés (Honneth, 2000).

Des jeunes marocaines ? Ségrégations sociospatiales et effets de lieux

La ville, lieux de différenciation sociale

Si les manifestations du 20 février ont concerné toutes les agglomérations étudiées qui ont toutes connu des cortèges dès le premier jour mais aussi des cortèges et des sitin tout au long de l'année 2011, il ne faut pas oublier que ces derniers ont parfois été très limités et très concentrés, se limitant dans certaines villes à quelques dizaines d'individus comme à Tiznit. Les mots d'ordres relayés sur les réseaux sociaux donnaient le sentiment d'un vécu commun: l'urbanisation accélérée sans accès à l'emploi, à une éducation ou un système de santé de qualité, nourrissant un profond sentiment d'injustice.

Le choix des observatoires permet donc de nuancer fortement le principe d'une unité de la jeunesse marocaine. La catégorie « jeunes du 20 février » ne vient-elle pas cacher des réalités sociales très différentes ? Ainsi, il apparaît un intérêt très divergent pour la politique au sein des quartiers abritant une population plus aisée comme à Agdal-Hay Riyad à Rabat ou dans une moindre mesure à Inezgane comparativement aux nouveaux quartiers périphériques de Marrakech et d'Agadir. Les grands ensembles urbains à destination de populations aux revenus modestes ne favorisent pas la construction de liens civiques rapides et surtout un engagement fort. Les nouveaux résidents sont nombreux à ne pas être nés dans la ville et à développer un rapport utilitariste : l'accès à un travail rémunéré et à des services de base.

Les quartiers abritant les populations les plus intégrées, Agdal-Hay Riyad à Rabat, mais aussi Inezgane, concentrent les réseaux de sociabilités politiques classiques au sein des grandes agglomérations: diplômés du secondaire et du supérieur, associations culturelles ou politiques, syndicats liés au salariat. Cependant, les nouveaux quartiers comprenant logements sociaux et habitat non réglementaire produisent une identité de quartier marquée davantage par la marginalité avec parfois un fort sentiment d'exclusion sociale et spatiale. Ce dernier peut être renforcé par une séparation symbolique liée à des infrastructures comme à Marrakech : le quartier Mhamid est le plus méridional de la ville et surtout il est séparé des beaux quartiers touristiques par l'aéroport et le jardin de la Ménara. Cette coupure géographique est vécue comme une mise à distance et un profond désintérêt des autorités pour le quartier.

L'ancrage territorial du militantisme interroge, en effet, à Agdal-Hay Riyad cela peut s'expliquer par la présence du pôle universitaire Madinat Al-Irfane, sans équivalent à Tiznit et ou très éloigné dans le cas du quartier Mhamid à Marrakech. À Agadir, les nouveaux quartiers sont très proches des locaux de l'université Ibn Zhor, sans que cela soit un facteur d'engagement. Cette configuration n'est pas sans rappeler la question posée par la proximité des universités dans de nombreuses villes qui sont accolées à des quartiers populaires récents, or les deux populations ne nouent pratiquement aucun contact. L'accès aux études supérieures suppose l'achèvement préalable d'études secondaires mais aussi des ressources culturelles spécifiques. Ainsi, dans les nouveaux quartiers Al Haoula ou Essalam d'Agadir, de nombreux nouveaux arrivants sont employés dans l'informel et n'ont pas achevé leurs études secondaires. Ils viennent surtout chercher des logements bon marché à proximité des lieux d'emploi comme le souk d'Agadir ou la zone d'activité méridionale. Par conséquent, il apparaît un délai d'appropriation des opportunités éducatives par les nouveaux habitants. Les jeunes diplômés de l'université s'installent

progressivement tandis que les parents profitent de la proximité de l'université pour développer une nouvelle stratégie éducative pour leurs enfants. Au final, à Rabat et à Inezgane, les profils de jeunes militants sont plus fréquents et s'inscrivent davantage dans une ancienneté urbaine de réseaux militants préétablis. En revanche, à Marrakech El Mhamid, à Tiznit et même dans les cités Al Haoula et Essalam d'Agadir, les profils militants sont plus exceptionnels. Cela se traduit davantage par l'engagement associatif.

Enfin, l'ancienneté dans la ville est aussi corrélée à l'inscription sur les listes électorales. La présence récente dans la ville favorise la mauvaise inscription ou la difficulté d'inscription : certains jeunes restent inscrits dans leur village d'origine où leur voix compte notamment dans la cadre des votes collectifs, d'autres hésitent à entamer des démarches dans une ville où ils ne sont pas assurés de continuer à résider.

Enfin, se pose la question de la mobilisation pour des objectifs complexes, les nouveaux programmes d'habitat ont permis de dépasser la question de la précarité des logements informels non règlementaires ou l'absence d'infrastructures qui constituaient les premières revendications des citoyens urbains (El Iraki, 2003). Ces préoccupations sont devenues très secondaires. Aujourd'hui, les demandes sont plus complexes et portent sur l'éducation et la santé de qualité, mais aussi l'emploi salarié, nécessitant de nouvelles politiques publiques. Il n'existe alors plus de motif de mobilisation collective locale. Désormais, les grandes villes deviennent des lieux de divergence identitaire car elles concentrent et accélèrent les nouvelles inégalités liées à l'accès à l'emploi réglementaire. Le désengagement des citoyens urbains se traduit par la persistance d'îlots de militantisme plus ou moins actifs qui associent tradition familiale, réseaux associatifs et réseaux partisans comme le PJD à Inezgane (Goeury, 2014a). Or, ces derniers semblent incapables de s'élargir et d'intégrer massivement la jeune génération.

Des socialisations politiques différenciées : les effets des actions militantes des organisations politiques

Cependant, il est intéressant aussi de souligner l'adhésion à des valeurs localisées selon les expériences et les revendications locales.

Orientations politiques par observatoires

Orientation politique	Agadir N 80	Inezgane N 57	Marrakech N 53	Rabat N 79	Tiznit N 91	Total
Nationaliste	67	32	41	21	69	230
Monarchiste	34	23	42	39	45	183
Islamiste	62	36	37	12	74	221
Nationaliste, islamiste, monarchiste	26	15	28	5	34	108
Démocrate	35	14	3	51	40	142
Socialiste	41	13	5	12	52	123
Amazighe	21	21	3	5	40	90
Libéral	1	5	2	27	12	47
Ecologiste	10	6	1	11	21	49

Ainsi, les observatoires d'Agadir et de Marrakech situés dans des quartiers nouveaux où les habitants sont très peu mobilisés politiquement sont ceux où les trois orientations de conformité institutionnelle (nationaliste, monarchiste, islamiste) ont été les plus fréquemment associées par

les enquêtés. En revanche, à Rabat mais aussi à Inezgane, elles sont beaucoup moins fréquemment mobilisées et surtout associées. A contrario, à Rabat, les orientations de libéral et de démocrate sont abondamment utilisées alors qu'elles sont totalement absentes dans le quartier Mhamid de Marrakech. Il apparaît donc clairement que les orientations sont liées à une socialisation politique spécifique. La densité des acteurs politiques et des réseaux de socialisation amène à l'affirmation d'orientations différentes de celles issues du registre d'allégeance à la devise nationale. A Rabat et à Inezgane, il apparaît clairement une émancipation des enquêtés selon deux répertoires différents, les premiers se présentant comme démocrate et libéraux là où les second privilégient islamistes et amazighes.

L'amazighité est clairement une orientation régionale concentrée à Agadir, Inezgane et Tiznit. Cela signifie que malgré la faiblesse du militantisme, il apparaît une porosité aux idées débattues localement. Ainsi, l'amazighité est aujourd'hui une valeur politique légitime inscrite dans la constitution. Elle est donc passée d'une valeur militante particulièrement forte à une valeur identitaire partagée dans les quartiers majoritairement amazighophone.

Cette entrée par une orientation territorialisée ouvre aussi le débat sur l'orientation socialiste. En effet, cette dernière est centrale au sein des catégories politiques mobilisées au Maroc depuis plus de 50 ans et se retrouve dans plusieurs partis de premier plan comme l'USFP et le PPS. De plus en 2014, au moment de l'enquête, les présidents de commune de Rabat, d'Agadir et de Tiznit se revendiquaient comme socialistes. Pourtant, c'est à Tiznit, dans un contexte de faible mobilisation et de faible engagement que l'appellation est plébiscitée tout particulièrement par les jeunes. Il semble alors possible de corréliser cela au travail continu du président du conseil municipal de 2003 à 2015 qui a souhaité développer une logique de démocratie participative en démultipliant les moments de rencontre avec les habitants par la création d'un forum des associations mais aussi de réunions de quartier (Goers, 2017).

Il faut donc souligner le cas exceptionnel de Tiznit : en effet, les enquêtés s'identifient aux orientations d'allégeance institutionnelle tout en adhérant à l'orientation de démocrate mais aussi en se qualifiant d'écologistes (vocabulaire totalement absent dans le quartier Mhamid). Dès lors, il apparaît que les grandes idées débattues dans le forum des associations puis développées en actions concrètes sur le terrain par la municipalité favorisent une conscience politique. Au final, des individus même très peu impliqués finissent par adhérer aux valeurs promues par la municipalité : démocratie participative, lutte contre les inégalités sociales, développement durable. Le discours mais aussi les mobilisations régulières autour d'actions ont fini par diffuser des concepts auprès d'une partie croissante des habitants au point que ces derniers finissent par s'identifier à la terminologie et notamment les plus jeunes. Cependant, l'adhésion à ces principes politiques ne s'est pas transformée en victoire électorale. L'équipe du président de la commune ayant été devancée en 2015 par le PJD, attestant d'un pas immense entre orientation politique, engagement et vote, tout particulièrement pour les jeunes (Goeury, 2017).

Conclusion

Le recours aux observatoires nous a donc permis d'interroger deux dynamiques différentes. D'une part, il apparaît clairement des facteurs générationnels dans l'affirmation de nouvelles orientations politiques construites en dehors des structures partisans, le plus souvent entre pairs, par la fréquentation des mêmes associations culturelles ou par des échanges articulés autour des réseaux sociaux. D'autre part, les spécificités locales restent fortes attestant d'une porosité de la jeunesse aux enjeux locaux. Il faut donc se prémunir de la définition d'un imaginaire politique

univoque qui traverserait la jeunesse marocaine. Même si cette dernière se rassemble derrière un même constat d'échec des politiques publiques en termes d'emploi et d'éducation, elle ne se rassemble pas derrière les mêmes mots d'ordre. Par ailleurs, si elle déclare une défiance généralisée vis-à-vis des organisations politiques traditionnelles, elle ne reste pas moins sensible aux discours et surtout aux actions menées par ces dernières. Ainsi, si les partis politiques sont déconsidérés, l'action politique a tout de même des effets visibles dans le processus de socialisation politique et au final dans l'orientation déclarées par les jeunes citoyens marocains enquêtés.

Il est difficile de critiquer l'absence de valeurs chez les jeunes lorsque ces derniers s'identifient massivement à des projets politiques divers s'intégrant dans une histoire politique marocaine où se superposent les registres d'adhésion au régime, les oppositions idéologiques classiques et les revendications nouvelles. Par ailleurs, ces dernières sont mobilisées dans un cadre cohérent permettant de reconnaître parmi ces jeunes des profils politiques complexes même si cela ne se traduit pas par une volonté de participer des processus électoraux.

Par ailleurs, les jeunes marocaines restent traversées par des spécificités territoriales à la fois liées à l'origine sociale mais aussi aux contextes politiques locaux. La question de la génération relèverait alors davantage de la création littéraire. En effet, il apparaît une forte ségrégation sociospatiale qui se traduit par un gradient d'intérêt pour le politique et des orientations différentes. Les beaux quartiers d'Agdal-Hay Ryad à Rabat concentrent une jeunesse éduquée militante bien différente de celle des nouveaux quartiers périphériques. De plus, les jeunes s'inscrivent donc dans un contexte local et sont donc sensibles aux efforts de socialisation politiques développés par les acteurs traditionnels et tout particulièrement les partis politiques. Ainsi, il est possible d'opposer deux configurations différentes entre une ville comme Tiznit où les élus ont été très actifs de 2003 à 2015 et le quartier Mhamid de Marrakech. L'absence d'investissement politique se traduit par un très fort désengagement à la fois en termes de participation aux échéances électorales et en termes de reconnaissance dans des orientations politiques. Pour autant, l'observatoire de Tiznit amène aussi à s'interroger sur les bénéfices des partis politiques à investir le local. En effet, le volontarisme de certains partis s'est traduit par un certain épuisement de ses derniers à mobiliser les jeunes et particulièrement les primovotants. Il apparaît alors une usure du pouvoir d'autant plus forte que la gouvernance locale est souvent au cœur d'un clientélisme fortement dénoncé par les jeunes. Or, les partis politiques semblent incapables d'apporter des réponses aux principaux problèmes que sont le chômage, la santé et l'éducation. L'agenda qu'ils ont défendu durant les deux dernières décennies : les infrastructures, la lutte contre la pauvreté, l'accès au logement a été atteint. Il s'agit donc pour eux de se réinventer. Pour cela, ils doivent comprendre premièrement que la jeunesse est traversée par une frustration relative. Les attentes de la nouvelle génération est d'autant plus élevée que son monde de référence est largement celui dont elle a connaissance à travers des réseaux sociaux virtuels amenant à la généralisation de nouveaux standards à la fois économiques, sociaux, culturels mais aussi politiques (Keck et Sikkink, 1998). Or cette frustration n'est pas forcément associée à une volonté d'agir. Bien au contraire, il apparaît de plus en plus que la défiance généralisée retarde leur engagement et surtout leur intégration aux structures partisans existantes qui ne sont plus considérées comme porteuses des valeurs qu'elles sont censés défendre notamment lorsqu'il s'agit de socialisme ou de démocratie. Une minorité s'engage dans un militantisme alternatif mais de fait la majorité privilégie l'autoexclusion du champ politique ce qui limite d'autant toute l'action des organisations politiques.

L'existence d'une « génération 20 février » engagée s'avère une réalité limitée à une toute petite minorité de jeunes urbains. Cette dernière a acquis une importance particulière dans un moment défini et par la suite, elle a imprimé sa marque intellectuelle aux autres courants, sans cependant les détruire ou les absorber (Mannheim, 2011). Elle est devenue aujourd'hui un lieu de mémoire au sein des sphères militantes marocaines (Nora, 1992). Pour autant, les mobilisations ne se sont

pas éteintes mais elles restent inscrites dans la continuité de spécificités locales qui relève davantage de la question lancinante du stress territorial (Goeury, 2014).

Bibliographie

- AGRIKOLIANSKY, Éric (2014): 'La politisation ordinaire d'une population extraordinaire : les électeurs des « beaux quartiers » en campagne électorale (2006-2008)', *Politix*, vol. 106, no. 2, pp. 135-157.
- AMSIDDER Abderrahmane, DAGHMI Fathallah, TOUMI Farid (2012): 'La mobilisation sociale à l'ère des réseaux sociaux. Cas du Maroc', *ESSACHESS. Journal for Communication Studies*, vol. 5, no. 1(9), pp.151-161.
- BENNAFLA Karine, SENIGUER Haoues (2011): 'Le Maroc à l'épreuve du printemps arabe : une contestation désamorcée?', *OutreTerre*, 3 (n° 29), p. 143-158. [DOI: 10.3917/oute.029.0143](https://doi.org/10.3917/oute.029.0143).
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia, JEGHLLALY Mohamed (2012): 'La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca', *Revue française de science politique*, 5 (Vol. 62), p. 867-894. [DOI: 10.3917/rfsp.625.867](https://doi.org/10.3917/rfsp.625.867).
- BONO Irene (2013): 'Une lecture d'économie politique de la « participation des jeunes » au Maroc à l'heure du Printemps arabe', *Revue internationale de politique comparée*, n°4 (Vol. 20), p. 145-166. [DOI: 10.3917/ripc.204.0145](https://doi.org/10.3917/ripc.204.0145).
- BOURDIEU Pierre (1984): 'Espace social et genèse des "classes" ', *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 52-53, pp. 314.
- BRUBAKER Rogers (2001): 'Audelà de l'«identité»', *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 139, no. 4, 2001, pp. 66-85.
- BAYLOCQ Cédric et GRANCI Jacopo (2012): '« 20 février ». Discours et portraits d'un mouvement de révolte au Maroc', *L'Année du Maghreb*, VIII, pp. 239-258. [DOI: 10.4000/anneemaghreb.1483](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1483) consulté le 31 novembre 2018
- CHAMPAGNE Patrick (1990): *Faire l'opinion*, Paris, Minuit.
- DESRUES Thierry (2016) : 'Le PJD en ville, le PAM à la campagne. Le multipartisme marocain à l'épreuve de la bipolarisation', *L'Année du Maghreb*, 15, pp. 229-254. mis en ligne le 21 décembre 2016, [DOI: 10.4000/anneemaghreb.2901](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.2901)
- DESRUES Thierry (2013) : 'Le Mouvement du 20 février et le régime marocain : contestation, révision constitutionnelle et élections', *L'Année du Maghreb*, VIII, pp. 359-389. mis en ligne le 01 janvier 2013, [DOI: 10.4000/anneemaghreb.1537](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1537)
- DESRUES, Thierry and KIRHLANI Said, (2013): 'Activism under authoritarianism: young political militants in Meknes', *The Journal of North African Studies*, 18:5, pp.753-767. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13629387.2013.849892> consulté le 10 janvier 2019
- KSIKES Driss (2013) : 'Irruption du cyberactivisme dans l'espace public : cas du Maroc', en Sihem Najar. *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Paris, Karthala, pp. 177-182.
- EL MAOULA EL IRAKI, Aziz (2003) : *Des notables du makhzen à l'épreuve de la « gouvernance », Élités locales, gestion urbaine et développement au Maroc*, Paris, L'Harmattan.
- GOEHRS Manuel (2017) : ' Budgets participatifs : S'approprier la dialectique de la gouvernance participative locale', *L'Année du Maghreb*, 16, pp. 223-244, mis en ligne le 10 juillet 2017, [DOI: 10.4000/anneemaghreb.3061](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.3061) consulté le 1 novembre 2018
- GOEURY David (2017) : 'Résilience, résistance et reconnaissance : destin de l'agriculture urbaine oasisienne à Tiznit (Maroc)', *Géographie et cultures*, n°101, pp. 59-78.
- GOEURY David (2014) : 'La visite royale comme réponse au stress territorial : les conséquences des manifestations rurales dans le Haut Atlas central et oriental marocain', *L'Espace Politique*, 243, [DOI : 10.4000/espacepolitique.3242](https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3242)
- GOEURY David (2014) : 'Une nouvelle géographie politique du Maroc. Le pouvoir est-il enfin dans les mains des villes ?'. *EspacesTemps.net*, Travaux, 12.05,

[http://www.espacetemps.net/articles/unenouvellegeographiepolitiquedumaroclepouvoirestilenf
indanslesmainsdesvilles/](http://www.espacetemps.net/articles/unenouvellegeographiepolitiquedumaroclepouvoirestilenf
indanslesmainsdesvilles/)

HIBOU Béatrice (2011) : 'Le Mouvement du 20 février, le Makhzen et l'antipolitique. L'impensé des réformes au Maroc', CERI Sciences Po.

HIVERT Joseph (2015) : 'Les rapports entre générations dans le Mouvement du 20 février', en Baudouin Dupret, Zakaria Rhani, Assia Boutaleb et al. (dir.), *Le Maroc au présent*, Rabat, Centre Jacques Berque, pp. 671-680

HONNETH Axel (2000) : *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.

KECK Margaret E. et SIKKINK Kathryn (1998): *Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press.

LEBREUILLY Romain, et Marie Martin (2014) : 'Création et validation d'une échelle d'adhésion envers les valeurs de la démocratie idéale (AVDI)', *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, vol. n°104, 4, pp. 621-646.

MANNHEIM Karl (2011), *Le problème des générations*, Paris, Armand Colin, coll. « Hors Collection », (édition originale 1928).

MAUGER Gérard (2015), *Âges et générations*, Paris, La Découverte.

SAKHI Montassir (2015) : 'Le Mouvement du 20 février, une révolte virtuelle ?' en Baudouin Dupret, Zakaria Rhani, Assia Boutaleb et al. (dir.), *Le Maroc au présent*, Rabat, Centre Jacques Berque, pp.659-669.

SCHWARZ Christoph and OETTLER Anika (2017): 'Generation in Waiting' or 'Precarious Generation'? Conceptual Reflections on the Biographical Trajectories of Unemployed Graduates Activists in Morocco', In: Kelly, Pike (Ed.) 2017: *Neoliberalism, Austerity, and the Moral Economies of Young People's Health and Wellbeing*. London: Palgrave Mc Millan, pp. 313-332.

SCHWARZ Christoph, Anika OETTLER (2017): 'Political Temporalities of Youth', in Special issue, "Youth". *Middle East Topics & Arguments*, n°9, DOI: <https://meta-journal.net/article/view/7634>

SMAOUI Selim, WAZIF Mohamed (2013) : 'Étendard de lutte ou pavillon de complaisance ? S'engager sous la bannière du « Mouvement du 20 février » à Casablanca', en *Au coeur des révoltes arabes: Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, pp. 55-79.

TAMIM Mohammed, TOZY Mohamed (2010) : 'Politique des marges et marges du politique : les logiques du vote collectif à Ouneine, Haut-Atlas, Maroc' en Tozy Mohamed (dir.), *Elections au Maroc: entre partis et notables (2007-2009)*. Casablanca : CM2S/Fondation Konrad Adenauer, pp. 107-160.

THEVIOT Anaïs (2013) : 'Qui milite sur Internet ? Esquisse du profil sociologique du « cybermilitant » au PS et à l'UMP', *Revue française de science politique*, n°3 (Vol.63), pp. 663- 678. DOI: [10.3917/rfsp.633.0663](https://doi.org/10.3917/rfsp.633.0663).

TOURABI Abdellah, ZAKI Lamia (2011) : 'Maroc : une révolution royale ?', *Mouvements*, 22 n° 66, pp. 98-103. DOI: [10.3917/mouv.066.0098](https://doi.org/10.3917/mouv.066.0098).

TOZY Mohamed (2008): 'Islamists, Technocrats, and the Palace', *Journal of Democracy*, Volume 19, Number 1, January 2008, pp. 34-41.

VAIREL Frédéric (2012) : '« Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ? » Militantismes marocains du 23mars (1965) au 20 février (2011)', *L'Année du Maghreb*, VIII, pp. 219-238. mis en ligne le 01 janvier 2013; DOI : [10.4000/anneemaghreb.1477](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1477) consult le 1 novembre 2018.

VITIELLO Audric (2011) : 'La démocratie agonistique. Entre ordre symbolique et désordre politique', *Revue du MAUSS*, vol. 38, n° 2, pp. 213-234.